

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 31/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LIDL (EX SEBAIL78)

ZAE Ablis

78660 Ablis

Code AIOT : 0006521701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2023 dans l'établissement LIDL (EX SEBAIL78) implanté ZAE Ablis 78660 Ablis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est tenue dans le cadre de l'incendie qui s'est déclaré le 27/07/23 sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIDL (EX SEBAIL78)
- ZAE Ablis 78660 Ablis
- Code AIOT : 0006521701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation consiste en un bâtiment à usage d'entrepôt et de bureaux d'une surface plancher totale de 86 479 m² divisé en 14 cellules de stockage et un pôle recyclage.

Ce bâtiment, actuellement en cours de construction, occupera un terrain de 233 719 m² de la ZAE d'ABLIS-NORD II sur la commune d'ABLIS (78660) et sera exploité par la société Lidl.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion de l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Incidents ou accidents	AP Complémentaire du 28/10/2021, article 2.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Rétentions et confinement	AP Complémentaire du 28/10/2021, article 8.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en service	AP Complémentaire du 28/10/2021, article 1.4.1	/	Sans objet
4	Modification de l'installation	AP Complémentaire du 28/10/2021, article 1.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie s'est déclaré à l'occasion de travaux de soudure en toiture de la cellule 11. Il a été rapidement maîtrisé. Considérant que l'entrepôt n'est pas encore en service et qu'aucun stockage (hors matériaux de chantier) n'est réalisé, les impacts sur l'environnement et les tiers sont limités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en service

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/10/2021, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation et caducité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du Code de l'environnement.
Constats : Le chantier est encore en cours. L'exploitant déclare que la livraison est prévue pour septembre 2024 et la mise en service en mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/10/2021, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a été informée de la survenue d'un incendie sur le site par les pompiers le 28/07/23 matin. Elle s'est rendue sur place avant que l'exploitant ne se manifeste.</p> <p>Selon l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'incendie s'est déclaré vers 16h le 27/07/2023, lors de travaux de soudure en toiture de la cellule 11. Le feu s'est propagé par l'enflammement du pare vapeur jusqu'aux parois séparant la cellule 11 des cellules 10 et 12 ; • il a été maîtrisé à l'aide d'extincteurs par l'équipe chantier ; • les pompiers ont arrosé ponctuellement (environ 3000 litres) et se sont assurés de l'absence de points chauds (via des caméras thermiques) ; • compte tenu de l'avancement du chantier et de leur faible quantité, les eaux d'extinction n'ont pas été collectées ; • les cuves et bâches incendie ont été remplies mais n'ont pas été utilisées ; • le bassin de rétentions des eaux incendie est installé mais les vannes et réseaux de collecte ne sont pas encore opérationnels ; • le système de détection incendie n'est pas mis en service ; • des extincteurs sont répartis régulièrement dans le bâtiment ; • chaque ouvrier travaillant avec une source chaude dispose de son propre extincteur ; • la structure du bâtiment ne semble pas endommagée. Néanmoins, des experts doivent intervenir pour évaluer les dégâts. <p>Selon le compte rendu d'intervention des pompiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le feu s'est déclaré en toiture dans le bardage d'isolation sur la partie haute des murs coupe-feu à la jonction des cellules frigo/sec. Il s'est propagé assez rapidement en restant confiné dans le bardage sur un front de 100 à 150 m. Le bâtiment n'a été que peu impacté ; • le feu a été éteint en grande partie par les ouvriers au moyen d'extincteurs. L'extinction n'a nécessité que peu d'eau, sans besoin de rétention ; • l'intervention, nécessitant de démonter plus de 100 m de bardage et d'isolant, a été de longue durée ; • les combles techniques, se trouvant entre le plafond des cellules frigo et la toiture (2 x 6000 m²), ont été désenfumées : ouverture de 20 skydômes pour dissiper un voile de fumée ; • une surveillance pompier est restée sur place toute la nuit. L'inspection a constaté : aucun stockage (hors matériaux de chantier) n'est réalisé sur le site ; • les quelques déchets générés par l'incendie sont encore stockés en toiture. L'exploitant s'est engagé à les éliminer via des filières appropriées ; • la présence d'eau en faible quantité dans les combles techniques ; • le bon état du liner du bassin de rétention des eaux d'extinction.

<p>Conclusion : L'inspection rappelle que l'exploitant est tenu d'informer l'inspection de la survenue de tout incident ou accident susceptible d'avoir un impact sur l'environnement ou les tiers, y compris en phase chantier.</p> <p>Il conviendra de transmettre un rapport d'incident selon le modèle de fiche de notification disponible sur le site internet du ministère en charge de l'environnement : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/10/2021, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Pour le dispositif de confinement externe à l'installation (bassin de rétention étanche), les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 6 938 m³.</p> <p>En cas de sinistre, les eaux stockées devront être analysées. Si elles ne présentent pas de pollution, elles pourront être rejetées dans le réseau des eaux pluviales, si elles sont polluées, elles devront être éliminées comme déchets dangereux par une société spécialisée.</p> <p>Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des sols, aires de stockage est collecté dans un bassin le confinement.</p> <p>Le bassin de rétention étanche est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.</p> <p>Constats : Le bassin de rétention des eaux incendie est installé. Néanmoins, les vannes d'isolement et les réseaux de collecte n'ont pas encore été mis en service. Ainsi, les eaux d'extinction n'ont pas rejoint ce bassin de rétention et n'ont pas pu être contenues sur site.</p> <p>Toutefois, compte tenu de la quantité d'eau mis en œuvre et de l'absence de produits chimiques dangereux, les impacts sur l'environnement sont faibles. Néanmoins, dans le cas où un sinistre plus important venait à survenir, il conviendrait de réfléchir à des solutions pour contenir les eaux d'extinction en phase chantier.</p> <p>Conclusion : L'exploitant est invité à réfléchir à des solutions pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre jusqu'à ce que le bassin de rétention soit</p>

complètement opérationnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/10/2021, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En application des articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance préalable d'une nouvelle autorisation, que la modification intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué que des modifications de l'installation étaient prévues. Celles-ci portent sur l'organisation des cellules et non sur la nature et/ou la quantités de matières et produits stockés.</p> <p>Un porter à connaissance est en cours et devrait être déposé en septembre 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe : planche photographique



bache incendie



bassin de retention (1)



bassin de retention (2)



dechets (1)



dechets (2)



dechets (3)



impacts cell 11 (1) zone origine presume



impacts cellule 10 (1)



impacts cellule 10 (2)



impacts cellule 11 (2)



impacts cellule 11 (3)



impacts cellule 12



impacts paroi separation c11-c12



interieur cellule



pare vapeur



reserve incendie

Annexe : plan de l'entrepôt – en rouge délimitation approximative de la zone impactée

